

5° dans le point 3.3.2, pour la déclaration de COP_{tes}, les mots « Le coefficient de performance (coefficient of performance) de la pompe à chaleur déterminé selon 10.2.3.3 de l'Annexe V de l'arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010. » sont remplacés par les mots « Le coefficient de performance (coefficient of performance) de la pompe à chaleur déterminé selon 10.2.3.3.3 de l'Annexe V de l'arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010. ».

6° dans le point 3.3.2, sous le sous-titre « Autres générateurs », les mots « D'autres rendements peuvent être calculés selon 10.2.3.2 de l'Annexe V à l'arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010. » sont remplacés par les mots « D'autres rendements peuvent être calculés selon 10.2.3.2.3 de l'Annexe V à l'arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010. ».

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 13. Le présent arrêté ministériel entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'annexe X à l'arrêté ministériel du 2 avril 2007 relatif à l'établissement de la forme et du contenu de la déclaration PEB ainsi que du modèle du certificat de prestation énergétique d'un bâtiment, telle que modifiée par l'article 10, s'applique pour la première fois à des dossiers dont la notification ou la demande d'une autorisation urbanistique ou d'un permis d'environnement pour des actes urbanistiques est introduite à partir de la date de publication au *Moniteur belge*.

L'annexe XVIII à l'arrêté ministériel du 2 avril 2007 relatif à l'établissement de la forme et du contenu de la déclaration PEB ainsi que du modèle du certificat de prestation énergétique d'un bâtiment, telle qu'insérée par l'article 11, s'applique pour la première fois à des dossiers dont la notification ou la demande d'une autorisation urbanistique ou d'un permis d'environnement pour des actes urbanistiques a été introduite à partir du 1^{er} janvier 2018 et la déclaration PEB est introduite à partir de la date de publication au *Moniteur belge*.

L'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 9 septembre 2016 relatif à la fourniture de chaleur externe, telle que modifiée par l'article 12, s'applique pour la première fois aux dossiers dont la notification ou la demande d'une autorisation urbanistique ou d'un permis d'environnement pour des actes urbanistiques est introduite à partir de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 2018.

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,
B. TOMMELEIN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31663]

11 JUILLET 2018. — Décret portant diverses propositions en matière d'enseignement spécialisé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Article 1^{er}. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 3, § 3, alinéa 7, 1), les mots « , et sauf pour l'enseignement spécialisé de type 5, où le nombre d'élèves pris en compte est la moyenne du nombre d'élèves réguliers au cours de l'année scolaire précédente » sont ajoutés après les mots « de l'unité de formation ».

Art. 2. Dans la même loi, à l'article 24, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa suivant est ajouté après l'alinéa 2 : « Néanmoins, une réunion du conseil général de concertation doit nécessairement être tenue dans la dernière quinzaine du mois de février si un pouvoir organisateur souhaite dans le même temps être admis aux subventions et répondre à l'appel à projets visé à l'article 212bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. » ;

2° à l'alinéa 5, les mots « sur la base d'un critère de tension démographique » sont supprimés, les mots « ou à l'article 212bis, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé » sont ajoutés après les mots « la réglementation de l'enseignement », et les mots « à l'article 6, § 2, alinéas 7 et suivants, du décret du 29 juillet 1992 précité ou à l'article 2bis, alinéas 7 et suivants, du décret du 13 juillet 1998 précité » sont remplacés par les mots « à l'article 6, § 2, alinéas 7 et suivants, du décret du 29 juillet 1992 précité, à l'article 2bis, alinéas 7 et suivants, du décret du 13 juillet 1998 précité ou à l'article 212bis, alinéas 4 et suivants du décret du 3 mars 2004 précité ».

CHAPITRE II. — Disposition modifiant l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat

Art. 3. Dans l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, il est inséré un nouvel article 5bis, rédigé comme suit :

« Article 5bis. - Pour les homes d'accueil permanent qui fonctionnent au mois de juillet ou au mois d'août, le capital-périodes est recalculé et utilisé dès le 1^{er} jour du mois. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 4. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'article 13bis, § 2, les mots « l'appel à projets visé à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et à l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement » sont remplacés par les mots « l'appel à projets visé à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 212bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 5. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration pour les dispositions prévues aux articles 133, § 5, et 147*bis* ou sur proposition » sont supprimés ;

2° les mots « articles 133, § 4, et 147, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « articles 133, § 4 et § 5, 147, alinéa 2, et 147*bis* ».

Art. 6. Dans le même décret, à l'article 15, § 3, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« L'autorisation visée à l'alinéa précédent est accordée jusqu'au terme du cycle de formation de l'élève. ».

Art. 7. Dans le même décret, l'article 15*bis* est remplacé par :

« Article 15*bis*. - Dans l'enseignement secondaire spécialisé, sont pris en compte, comme s'ils avaient fréquenté régulièrement l'école, les élèves qui se sont absentes de manière injustifiée, pour autant que l'obligation visée à l'article 25, alinéa 2, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ait été respectée. ».

Art. 8. Dans le même décret, à l'article 15*ter*, les mots « ou d'une autre forme d'enseignement spécialisé que celle(s) qu'elle organise » sont ajoutés après les mots « d'un autre type d'enseignement spécialisé que celui ou ceux qu'elle organise ».

Art. 9. Dans le même décret, au chapitre IV, il est créé, après l'article 25, une section 3*bis*, intitulée :

« Section 3*bis*. - Des conditions de changement d'établissement organisant le même type au sein de l'enseignement fondamental spécialisé ».

Art. 10. Dans le même décret, il est ajouté, dans la section 3*bis*, un article 25*bis*, rédigé comme suit :

« Article 25*bis*. - Après le 30 septembre d'une année scolaire en cours, un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement fondamental spécialisé peut être inscrit dans un autre établissement d'enseignement fondamental spécialisé qui organise le même type d'enseignement, sur décision de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, après avis de la direction de l'établissement spécialisé d'origine.

En cas d'avis défavorable de la direction de l'établissement spécialisé d'origine, l'inscription est toutefois possible à la condition d'avoir obtenu un avis de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé d'origine. ».

Art. 11. Dans le même décret, à l'article 35, alinéa 1, 4°, les mots « au comptage des élèves du 15 janvier » sont remplacés par les mots « à la moyenne ».

Art. 12. Dans le même décret, à l'article 54, § 1^{er}, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La réussite de la deuxième phase entraîne l'octroi du Certificat d'études de base à l'élève qui n'en est pas encore titulaire. ».

Art. 13. Dans le même décret, au chapitre V, il est créé, après l'article 66, une section 7*bis*, intitulée :

« Section 7*bis*. - Des conditions de changement d'établissement organisant le même type au sein de l'enseignement secondaire spécialisé ».

Art. 14. Dans le même décret, il est ajouté, dans la section 7*bis*, un article 66*bis*, rédigé comme suit :

« Article 66*bis*. - Après le 30 septembre d'une année scolaire en cours, un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement secondaire spécialisé peut être inscrit dans un autre établissement d'enseignement secondaire spécialisé qui organise le même type d'enseignement après demande écrite des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, à la condition d'avoir obtenu un avis de la direction de l'établissement spécialisé d'origine.

En cas d'avis défavorable de la direction de l'établissement spécialisé d'origine, l'inscription est toutefois possible à la condition d'avoir obtenu un avis de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé d'origine. ».

Art. 15. Dans le même décret, à l'article 87, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « primaire » est remplacé par le mot « secondaire » ;

2° au 4°, les mots « au comptage des élèves du 15 janvier » sont remplacés par les mots « à la moyenne ».

Art. 16. Dans le même décret, à l'article 121, il est ajouté un 4^{ème} alinéa, rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement fondamental spécialisé, les cours peuvent être suspendus pendant 3 jours au maximum sur l'année afin d'organiser, dans le cadre de la rédaction ou de l'ajustement du plan individuel d'apprentissage, les réunions des conseils de classe et les rencontres avec les parents. L'accueil des élèves présents doit néanmoins être assuré. ».

Art. 17. Dans le même décret, l'article 132, § 6, est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Pour les élèves qui bénéficient d'un plan individualisé d'apprentissage conformément à l'article 7bis du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, celui-ci est actualisé pour constituer le plan individuel d'apprentissage visé à l'alinéa précédent. ».

Art. 18. Dans le même décret, à l'article 133, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 5, les mots « depuis au moins le 30 octobre de l'année scolaire en cours, peut être inscrit » sont remplacés par les mots « est automatiquement inscrit ».

2° au § 1^{er}, alinéa 7, les mots « années scolaires 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 » sont remplacés par les mots « années scolaires 2010-2011 à 2017-2018 » ;

3° au § 4, les mots « de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « de concertation pour l'enseignement spécialisé » ;

4° au § 5, les mots « Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration » sont remplacés par les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé ».

Art. 19. Dans le même décret, à l'article 136, l'alinéa 1^{er}, 3° est remplacé par les termes suivants : « 3° l'accord du centre psycho-médico-social qui assure la guidance de l'élève avant son entrée en intégration.

Art. 20. Dans le même décret, à l'article 137, les mots « le 15 septembre » sont remplacés par les mots « le 30 septembre ».

Art. 21. Dans le même décret, à l'article 143, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , à l'exception du centre psycho-médico-social qui assurait la guidance de l'élève avant son entrée en intégration pour autant que celui-ci n'assure plus la guidance de cet élève, ou le centre psycho-médico-social qui assure la guidance de l'élève au terme de l'année scolaire, » sont insérés entre les mots « accord au protocole » et les mots « peut demander » ;

2° l'alinéa 4 est remplacé par les alinéas suivants :

« Par dérogation à l'alinéa premier, l'intégration prend fin pour les motifs suivants, à la date connue de l'évènement :

1° une mesure de placement prise soit par un magistrat, soit par le conseiller ou le (la) directeur(trice) d'aide à la jeunesse ;

2° un changement de domicile ;

3° une séparation des parents entraînant un changement de lieu d'hébergement de l'élève ;

4° le passage de l'élève d'une école à régime d'externat vers un internat et vice versa ;

5° l'accueil de l'élève, sur l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre pour raison de maladie, de voyage ;

6° l'exclusion définitive de l'élève.

En cas de circonstances exceptionnelles, les partenaires du projet d'intégration tels que prévus à l'alinéa 1^{er} peuvent, par décision collégiale motivée, mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire.

L'élève visé aux alinéas 4 et 5 ne pourra toutefois être pris en considération dans le cadre du recomptage éventuel au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours. Pour l'année scolaire considérée, il est néanmoins réputé conserver sa qualité d'élève intégré pour l'application des articles 132 et 142.

Le procès-verbal actant la fin d'intégration est tenu à la disposition des Services du Gouvernement. ».

Art. 22. Dans le même décret, à l'article 147bis, les mots « Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration » sont remplacés par les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé ».

Art. 23. Dans le même décret, à l'article 152, l'alinéa 1^{er}, 3° est remplacé par les termes suivants : « 3° l'accord du centre psycho-médico-social qui assure la guidance de l'élève avant son entrée en intégration; ».

Art. 24. Dans le même décret, l'article 156 est remplacé par :

« Article 156. - Au terme de chaque période d'intégration, chacune des parties ayant marqué son accord au protocole, à l'exception du centre psycho-médico-social qui assurait la guidance de l'élève avant son entrée en intégration pour autant que celui-ci n'assure plus la guidance de cet élève, ou le centre psycho-médico-social qui assure la guidance de l'élève au terme de la période d'intégration, peut demander de mettre fin à l'intégration et le retour à temps plein dans l'enseignement spécialisé.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'intégration prend fin, pour les motifs suivants, à la date connue de l'évènement :

1° une mesure de placement prise soit par un magistrat, soit par le conseiller ou le (la) directeur(trice) d'aide à la jeunesse ;

2° un changement de domicile ;

3° une séparation des parents entraînant un changement de lieu d'hébergement de l'élève ;

4° le passage de l'élève d'une école à régime d'externat vers un internat et vice versa ;

5° l'accueil de l'élève, sur l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre pour raison de maladie, de voyage ;

6° l'exclusion définitive de l'élève.

En cas de circonstances exceptionnelles, les partenaires du projet d'intégration tels que prévus à l'alinéa 1^{er} peuvent, par décision collégiale motivée, mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire.

Le procès-verbal actant la fin d'intégration est tenu à la disposition des Services du Gouvernement. ».

Art. 25. Dans le même décret, la section 4 du chapitre X est abrogée.

Art. 26. Dans le même décret, à l'article 169, alinéa 1^{er}, le 4° est remplacé par :

« 4° Remettre au Gouvernement, à sa demande, conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, un avis en matière de profils de certification, conformément aux articles 39, 45 et 47, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 précité; »

Art. 27. Dans le même décret, à l'article 169, alinéa 1^{er}, le 4/1° est remplacé par :

« 4/1° Remettre au Gouvernement, à sa demande, conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, un avis sur les profils de certification spécifiques prévus à l'article 47, § 2, du décret du 24 juillet 1997 précité; »

Art. 28. Dans le même décret, l'article 169, alinéa 1^{er}, 8° est supprimé.

Art. 29. Dans le même décret, à l'article 195, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de manière définitive » sont insérés entre les mots « admise aux subventions » et les mots « , si à la date du 30 septembre » ;

2° le 3° est remplacé par : « 3° atteindre au moins : la première année 200 %, la deuxième année 225 %, la troisième année 250 % du total des normes de rationalisation de chaque type organisé, prévus aux articles 189 et 190. » ;

3° le 4° et le 5° sont supprimés ;

4° il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit : « Si ces minima ne sont pas atteints, ou bien le ou les type(s) concerné(s) doit/doivent être supprimé(s) à partir du 1^{er} septembre suivant, ou bien l'école doit être fermée, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si le ou les type(s), ou l'école répond(ent) à un réel besoin dans la zone d'enseignement. » ;

5° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, si ces minima sont atteints pendant un minimum de 10 jours ouvrables en cours d'année scolaire, le type ou l'école n'est pas fermé au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante. » ;

6° il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit : « A partir de la 4e année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables et la nouvelle école est admise de manière définitive aux subventions et a accès aux Fonds des bâtiments scolaires. ».

Art. 30. Dans le même décret, à l'article 196, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Si ces minima ne sont pas atteints, ou bien le ou les type(s) concerné(s) doit/doivent être supprimé(s) à partir du 1^{er} septembre suivant, ou bien l'implantation doit être fermée, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si le ou les type(s), ou l'implantation répond(ent) à un réel besoin dans la zone d'enseignement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si ces minima sont atteints pendant un minimum de 10 jours ouvrables en cours d'année scolaire, le type ou l'implantation n'est pas fermé au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante. ».

Art. 31. Dans le même décret, à l'article 208, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de manière définitive » sont insérés entre les mots « admise aux subventions » et les mots « ,si à la date du 30 septembre » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « , sauf dérogation accordée par le Gouvernement si la ou les formes(s), ou l'école répond(ent) à un réel besoin dans la zone d'enseignement » sont ajoutés après les mots « être supprimée » ;

3° il est ajouté un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, si ces minima sont atteints pendant un minimum de 10 jours ouvrables en cours d'année scolaire, la forme ou l'école n'est pas fermée au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante. » ;

4° à l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, les mots « est admise de manière définitive aux subventions et » sont insérés entre les mots « la nouvelle école » et « remplit les conditions ».

Art. 32. Dans le même décret, à l'article 209, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Si ces minima ne sont pas atteints, ou bien la ou les formes(s) concernée(s) doit/doivent être supprimée(s) à partir du 1^{er} septembre suivant, ou bien l'implantation doit être fermée, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si la ou les forme(s), ou l'implantation répond(ent) à un réel besoin dans la zone d'enseignement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si ces minima sont atteints pendant un minimum de 10 jours ouvrables en cours d'année scolaire, la forme ou l'implantation n'est pas fermée au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante. ».

Art. 33. Dans le même décret, il est ajouté un nouveau chapitre *XVbis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE *XVbis*. — *Des subsides en matière de bâtiments scolaires*

Article 212*bis*. - Le Gouvernement lance annuellement, dans le courant du mois d'octobre, un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs de l'enseignement spécialisé pour bénéficier, à hauteur d'un maximum de 10% calculé sur une période de cinq années débutant en juillet 2019, des moyens prévus, selon le cas, à l'article 13*bis*, § 2, 1^o, à l'article 13*bis*, § 2, 2^o, et à l'article 13*bis*, § 2, 3^o, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement définit les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets.

Les critères de priorisation doivent permettre d'évaluer l'efficacité des projets proposés, notamment eu égard à leur environnement physique et à la nécessité de créer dans une zone d'enseignement un type et/ou une forme d'enseignement particulier.

Les réponses à l'appel à projets sont remises par les organes de représentation et de coordination, ou à défaut par les pouvoirs organisateurs eux-mêmes, pour le 15 mars au plus tard.

Si un pouvoir organisateur souhaite répondre à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un établissement d'enseignement fondamental ou secondaire spécialisé, la procédure prévue à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement s'applique en cas de demande d'admission aux subventions de cet établissement, et l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé est joint à la réponse à l'appel à projets.

Pour le 15 mai au plus tard, les réponses à l'appel à projets sont analysées, d'une part, par l'administration en charge des infrastructures, et d'autre part, par les instances participant au monitoring concernant l'offre de places scolaires, chacun pour ce qui concerne ses compétences.

Les autorités visées à l'alinéa précédent soumettent ensuite leur analyse à l'avis de la Commission inter-caractère visée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux, ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

La Commission inter-caractère délivre son avis au Gouvernement pour le 15 juin au plus tard, en accompagnant cet avis de l'analyse de l'administration en charge des infrastructures et de celle des instances participant au monitoring concernant l'offre de places scolaires.

Le Gouvernement décide de l'octroi des subsides pour le 30 juillet au plus tard.

Si un pouvoir organisateur a répondu à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un nouvel établissement scolaire, le Gouvernement se prononce sur ces deux points pour le 30 juillet.

Art. 34. Dans le même décret, à l'article 213, il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, ce pourcentage est de 100% en ce qui concerne les catégories du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, social et psychologique encadrant les élèves qui relèvent des pédagogies adaptées visées aux articles 8*bis* et 8*ter* du présent décret.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les pédagogies adaptées définies aux articles 8*bis* et 8*ter* du présent décret ne peuvent bénéficier du capital-périodes à 100% que si les établissements concernés respectent un cahier des charges reprenant les dispositions nécessaires à l'organisation de ces dites pédagogies. Ce cahier des charges est fixé par le Gouvernement, après avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. ».

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement :

- Projet de décret, n°654-1.
 - Amendement de commission, n° 654-2.
 - Rapport de commission, n° 654-3.
 - Texte adopté en commission, n° 654-4.
 - Texte adopté en séance plénière, n° 654-5.
- Compte-rendu intégral.
- Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31663]

11 JULI 2018. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake het gespecialiseerd onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden in artikel 3, § 3, 7e lid, 1) de woorden “en behalve voor het gespecialiseerd onderwijs type 5, waar het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen, het gemiddelde is van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen tijdens het vorige schooljaar” toegevoegd na de woorden “van de opleidingseenheid”.

Art. 2. In artikel 24, § 1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na het tweede lid wordt het volgende nieuwe lid toegevoegd : “Er moet echter noodzakelijkerwijs tijdens de eerste helft van de maand februari een vergadering van de algemene overlegraad worden belegd als een inrichtende macht tegelijk wenst te worden toegelaten tot subsidies en te antwoorden op de oproep voor projecten bedoeld in artikel 212bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.”;

2° in het vijfde lid worden de woorden “volgens een criterium in verband met de demografische spanning” geschrapt, worden de woorden “of in artikel 212bis, eerste lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs” toegevoegd na de woorden “de onderwijswetgeving” en worden de woorden “in artikel 6, § 2, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 of in artikel 2bis, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 13 juli 1998” vervangen door de woorden “in artikel 6, § 2, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 of in artikel 2bis, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 13 juli 1998 of in artikel 212bis, vierde lid en volgende leden van het voormelde decreet van 3 maart 2004”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor gespecialiseerd onderwijs en de tehuizen van het Rijk de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel toegekend in het kader van het internaat*

Art. 3. In het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor gespecialiseerd onderwijs en de tehuizen van het Rijk de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel toegekend in het kader van het internaat wordt een nieuw artikel 5bis, luidend als volgt, toegevoegd :

“Artikel 5bis. - Voor de permanente opvangtehuizen die tijdens de maand juli of augustus werken, wordt het lestijdenpakket herberekend en gebruikt vanaf de eerste dag van de maand.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 4. In het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden in artikel 13bis, § 2 de woorden “de oproep voor projecten bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en in artikel 2bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving” vervangen door de woorden “de oproep voor projecten bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en in artikel 2bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving en in artikel 212bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 5. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden in artikel 12, § 1, eerste lid, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “van de Adviesraad belast met de problematiek gebonden aan de integratie voor de bepalingen bedoeld in de artikelen 133, § 5, en 147bis of op voorstel” worden geschrapt;

2° de woorden “artikelen 133, § 4, en 147, tweede lid” worden vervangen door “artikelen 133, § 4 en § 5, 147, tweede lid, en 147bis”.

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt in artikel 15, § 3, een tweede lid, luidend als volgt, toegevoegd :

“De toelating bedoeld in het vorige lid wordt toegekend tot aan het einde van de vormingscyclus van de leerling.”.

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt artikel 15bis vervangen door :

“Artikel 15bis. - In het gespecialiseerd secundair onderwijs worden in aanmerking genomen alsof zij regelmatig school zouden hebben gevolgd, de leerlingen die ongewettigd afwezig geweest zijn voor zover de verplichting bedoeld in artikel 25, tweede lid, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie nageleefd werd.”.

Art. 8. In artikel 15ter van hetzelfde decreet worden de woorden “of die onder een andere vorm van gespecialiseerd onderwijs ressorteert dan door haar wordt ingericht” toegevoegd na de woorden “die onder een ander type gespecialiseerd onderwijs ressorteert dan dat/deze door ze ingericht”.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt onder hoofdstuk IV, na artikel 25, een afdeling 3bis toegevoegd, getiteld :

“Afdeling 3bis. - Voorwaarden om in het gespecialiseerd basisonderwijs van inrichting ressorterende onder hetzelfde onderwijstype te veranderen”.

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt in afdeling 3bis een artikel 25bis, luidend als volgt, toegevoegd :

“Artikel 25bis. - Een leerling die regelmatig in een inrichting voor gespecialiseerd basisonderwijs is ingeschreven kan, bij beslissing van zijn ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, na 30 september van een lopend schooljaar in een andere inrichting voor gespecialiseerd basisonderwijs die hetzelfde onderwijstype inricht worden ingeschreven, na advies van de directie van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting.

In geval van een ongunstig advies van de directie van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting, blijft de inschrijving niettemin mogelijk, op voorwaarde dat de leerling een advies krijgt van de instelling die belast is met de begeleiding van de leerlingen van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting.”.

Art. 11. In hetzelfde decreet worden in artikel 35, eerste lid, 4°, de woorden “aan de telling van de leerlingen op 15 januari” vervangen door “aan het gemiddelde”.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt in artikel 54, § 1, tussen het derde en het vierde lid, een nieuw lid, luidend als volgt, toegevoegd :

“Het slagen voor de tweede fase leidt tot de toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs aan de leerling die daar nog geen houder van is.”.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt onder hoofdstuk V, na artikel 66, een afdeling 7bis toegevoegd, getiteld :

“Afdeling 7bis. - Voorwaarden om in het gespecialiseerd secundair onderwijs van inrichting ressorterende onder hetzelfde onderwijstype te veranderen”.

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt in afdeling 7bis een artikel 66bis, luidend als volgt, toegevoegd :

“Artikel 66bis. - Een leerling die regelmatig in een inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs is ingeschreven kan, na schriftelijke aanvraag van zijn ouders, van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of van de meerderjarige leerling zelf, na 30 september van een lopend schooljaar in een andere inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs die hetzelfde onderwijstype inricht worden ingeschreven, op voorwaarde dat hij een advies van de directie van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting kreeg.

In geval van een ongunstig advies van de directie van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting, blijft de inschrijving niettemin mogelijk, op voorwaarde dat de leerling een advies krijgt van de instelling die belast is met de begeleiding van de leerlingen van de oorspronkelijke gespecialiseerde inrichting.”.

Art. 15. In artikel 87, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord “lager” vervangen door het woord “secundair”;

2° in 4° worden de woorden “aan de telling van de leerlingen op 15 januari” vervangen door “aan het gemiddelde”.

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt in artikel 121, een vierde lid, luidend als volgt, toegevoegd :

“In het gespecialiseerd basisonderwijs kunnen de lessen gedurende hoogstens 3 dagen per jaar worden opgeschort om de beraadslagingen van de klassenraden en de ontmoetingen met de ouders in het kader van het op- en bijstellen van het individueel leerplan te organiseren. Het onthaal van de aanwezige leerlingen moet echter verzekerd worden.”.

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt artikel 132, § 6, met een tweede lid, luidend als volgt, aangevuld :

“Voor de leerlingen die genieten van een geïndividualiseerd leerplan volgens artikel 7bis van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, wordt dit leerplan bijgewerkt om zo het individuele leerplan bedoeld in het vorige lid te vormen.”.

Art. 18. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vijfde lid, worden de woorden “kan de leerling die alle cursussen volgt in het gewoon onderwijs in het kader van een totale tijdelijke integratie sinds minstens 30 oktober van het lopende schooljaar, in totale permanente integratie in deze gewone school ingeschreven zijn” vervangen door de woorden “wordt de leerling die alle cursussen volgt in het gewoon onderwijs in het kader van een totale tijdelijke integratie sinds minstens 30 oktober van het lopende schooljaar, automatisch in totale permanente integratie in deze gewone school ingeschreven”.

2° in § 1, zevende lid, worden de woorden “de schooljaren 2010-2011, 2011-2012 en 2012-2013” vervangen door “de schooljaren 2010-2011 tot 2017-2018”;

3° in de Franse versie van § 4 worden de woorden “de concertation de l’enseignement spécialisé” vervangen door de woorden “de concertation pour l’enseignement spécialisé”;

4° in § 5 worden de woorden “Adviesraad belast met de problemen die verband houden met de integratie” vervangen door de woorden “Algemene overlegraad voor gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 19. In artikel 136, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid, 3°, vervangen door de volgende woorden: “3° de toestemming van het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling voorafgaande aan zijn integratie waarneemt”.

Art. 20. In hetzelfde decreet worden in artikel 137 de woorden “voor 15 september” vervangen door de woorden “voor 30 september”.

Art. 21. In artikel 143 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “met uitzondering van het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling voorafgaande aan zijn integratie waarnam, in zoverre dat dit centrum de begeleiding van die leerling niet meer waarneemt, of het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling aan het einde van het schooljaar waarneemt” ingelast tussen de woorden “haar toestemming heeft verleend” en de woorden “vragen een einde te maken”;

2° het vierde lid wordt vervangen door de volgende leden :

“In afwijking van het eerste lid, eindigt de integratie om de volgende redenen, op de datum van het voorval, voor zover die bekend is :

1° een plaatsingsmaatregel, ofwel door een magistraat ofwel door een adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd genomen;

2° een verandering van woonplaats;

3° een scheiding van de ouders die een verandering van de verblijfplaats van de leerling tot gevolg heeft;

4° de overgang van de leerling van een externaatschool naar een school met internaat en omgekeerd;

5° de opvang van de leerling, op initiatief van de ouders, in een ander gezin of in een centrum, wegens ziekte of reis;

6° de definitieve uitsluiting van de leerling.

In uitzonderlijke omstandigheden kunnen de partners van het integratieproject, zoals bepaald in het eerste lid, door een met redenen omklede collegiale beslissing een einde maken aan de integratie en de terugkeer met voltijdse prestatie van de leerling in het gespecialiseerd onderwijs gedurende het schooljaar toelaten.

De leerling bedoeld in het vierde en vijfde lid kan echter niet in aanmerking worden genomen bij de eventuele nieuwe telling op 1 oktober van het lopende schooljaar. Voor het bedoelde schooljaar, wordt hij echter geacht zijn hoedanigheid van geïntegreerde leerling voor de toepassing van artikelen 132 en 142 te behouden.

Het proces-verbaal dat akte neemt van het einde van de integratie wordt ter beschikking van de Regeringsdiensten gehouden.”.

Art. 22. In artikel 147bis van hetzelfde decreet, worden de woorden “Adviesraad belast met de problemen die verband houden met de integratie” vervangen door de woorden “Algemene overlegraad voor gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 23. In artikel 152, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid, 3°, vervangen door de volgende woorden: “3° de toestemming van het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling voorafgaande aan zijn integratie waarneemt”.

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt artikel 156 vervangen door :

“Artikel 156. - Aan het einde van elke integratieperiode, kan elke partij die met het protocol instemde, met uitzondering van het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling voorafgaande aan zijn integratie waarnam, in zoverre dat dit centrum de begeleiding van die leerling niet meer waarneemt, of het psycho-medisch-sociale centrum dat de begeleiding van de leerling aan het einde van de integratieperiode waarneemt, vragen om de integratie te beëindigen en om de terugkeer met volledige prestatie in het gespecialiseerd onderwijs toe te staan.

In afwijking van het eerste lid, eindigt de integratie om de volgende redenen, op de datum van het voorval, voor zover die bekend is :

1° een plaatsingsmaatregel, ofwel door een magistraat ofwel door een adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd genomen;

2° een verandering van woonplaats;

3° een scheiding van de ouders die een verandering van de verblijfplaats van de leerling tot gevolg heeft;

4° de overgang van de leerling van een externaatschool naar een school met internaat en omgekeerd;

5° de opvang van de leerling, op initiatief van de ouders, in een ander gezin of in een centrum, wegens ziekte of reis;

6° de definitieve uitsluiting van de leerling.

In uitzonderlijke omstandigheden kunnen de partners van het integratieproject, zoals bepaald in het eerste lid, door een met redenen omklede collegiale beslissing een einde maken aan de integratie en de terugkeer met voltijdse prestatie van de leerling in het gespecialiseerd onderwijs gedurende het schooljaar toelaten.

Het proces-verbaal dat akte neemt van het einde van de integratie wordt ter beschikking van de Regeringsdiensten gehouden.”.

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt afdeling 4 van hoofdstuk X opgeheven.

Art. 26. In artikel 169, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 4°, vervangen door :

“4° de Regering, op haar verzoek, samen met de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, adviseren betreffende de kwalificatieprofielen, overeenkomstig artikelen 39, 45 en 47, § 1 van voornoemd decreet van 24 juli 1997;”.

Art. 27. In artikel 169, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 4/1°, vervangen door :

“4/1° de Regering, op haar verzoek, samen met de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, adviseren betreffende de specifieke kwalificatieprofielen, overeenkomstig artikel 47, § 2 van voornoemd decreet van 24 juli 1997;”.

Art. 28. In artikel 169, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 8° geschrapt.

Art. 29. In artikel 195, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° wordt, tussen de woorden “worden opgericht of” en de woorden “in de toelageregeling worden opgenomen”, het woord “definitief” toegevoegd;

2° punt 3° wordt vervangen door: “3° ten minste het eerste jaar 200 %, het tweede jaar 225 % en het derde jaar 250 % van het totaal van de rationalisatienormen voor elk georganiseerd type, bepaald in artikelen 189 en 190, bereiken;”;

3° 4° en 5° worden geschrapt;

4° er wordt een tweede lid, luidend als volgt, toegevoegd: “worden deze minima niet bereikt, dan moet hetzij het of de in gebreken blijvende type(s), hetzij de school met ingang van 1 september daaropvolgend worden opgeheven, behoudens afwijking toegestaan door de Regering als het of de type(s) of de school beantwoordt of beantwoorden aan een reële nood in de onderwijszone.”;

5° er wordt een derde lid, luidend als volgt, toegevoegd: “In afwijking van het voorgaande lid, wordt het type of de school niet opgeheven op 1 september van het volgende schooljaar als deze minima in de loop van het schooljaar gedurende minstens 10 werkdagen werden bereikt.”;

6° er wordt een vierde lid, luidend als volgt, toegevoegd: “Met ingang van het vierde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen in verband met rationalisatie van toepassing en wordt de nieuwe school definitief in de toelageregeling opgenomen en krijgt ze toegang tot de Fondsen voor schoolgebouwen.”.

Art. 30. In artikel 196 van hetzelfde decreet worden tussen het tweede en het derde lid de volgende leden toegevoegd :

“worden deze minima niet bereikt, dan moet hetzij het of de in gebreken blijvende type(s), hetzij de vestigingsplaats met ingang van 1 september daaropvolgend worden opgeheven, behoudens afwijking toegestaan door de Regering als het of de type(s) of de vestigingsplaats beantwoordt of beantwoorden aan een reële nood in de onderwijszone.

In afwijking van het voorgaande lid, wordt het type of de vestigingsplaats niet opgeheven op 1 september van het volgende schooljaar als deze minima in de loop van het schooljaar gedurende minstens 10 werkdagen werden bereikt.”.

Art. 31. In artikel 208 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt, tussen de woorden “worden opgericht of” en de woorden “in de toelageregeling worden opgenomen”, het woord “definitief” toegevoegd;

2° in het tweede lid worden, na de woorden “worden opgeheven”, de woorden “behoudens afwijking toegestaan door de Regering als de vorm(en) of de school beantwoordt of beantwoorden aan een reële nood in de onderwijszone” toegevoegd;

3° tussen het tweede en derde lid wordt een nieuw lid, luidend als volgt, toegevoegd: “In afwijking van het voorgaande lid, wordt de vorm of de school niet opgeheven op 1 september van het volgende schooljaar als deze minima in de loop van het schooljaar gedurende minstens 10 werkdagen werden bereikt.”;

4° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden, tussen de woorden “van toepassing” en “en voldoet de nieuwe school”, de woorden “wordt de nieuwe school definitief in de toelageregeling opgenomen en” toegevoegd.

Art. 32. In artikel 209 van hetzelfde decreet worden tussen het tweede en het derde lid de volgende leden toegevoegd ;:

“worden deze minima niet bereikt, dan moet hetzij het of de in gebreken blijvende vorm(en), hetzij de vestigingsplaats met ingang van 1 september daaropvolgend worden opgeheven, behoudens afwijking toegestaan door de Regering als de vorm(en) of de vestigingsplaats beantwoordt of beantwoorden aan een reële nood in de onderwijszone.

In afwijking van het voorgaande lid, wordt de vorm of de vestigingsplaats niet opgeheven op 1 september van het volgende schooljaar als deze minima in de loop van het schooljaar gedurende minstens 10 werkdagen werden bereikt.”.

Art. 33. In hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk XV^{bis}, luidend als volgt, toegevoegd :

“HOOFDSTUK XV^{bis}. — *Subsidies in verband met schoolgebouwen*

Artikel 212^{bis}. - De Regering richt jaarlijks, in de loop van de maand oktober, een oproep voor projecten aan alle inrichtende machten van het gespecialiseerd onderwijs om ten belope van maximum 10 %, berekend over een periode van vijf jaar vanaf juli 2019, te kunnen genieten van de geldmiddelen voorzien, naargelang het geval, in artikel 13^{bis}, § 2, 1°, artikel 13^{bis}, § 2, 2°, en artikel 13^{bis}, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de voorrangscriteria en de regels van de projectoproep.

De voorrangscriteria moeten het mogelijk maken om de doeltreffendheid van de voorgestelde projecten te beoordelen, met name in verband met hun fysieke omgeving en met de noodzaak om in een bepaalde onderwijszone een bijzonder onderwijstype of een bijzondere onderwijsvorm in te richten.

De antwoorden op de projectoproep worden door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, of bij ontstentenis daarvan, door de inrichtende machten zelf uiterlijk tegen 15 maart bezorgd.

Indien een inrichtende macht op de projectoproep wenst te antwoorden in het kader van een aanvraag tot oprichting of toelating tot subsidies van een inrichting voor gespecialiseerd basis- of secundair onderwijs, is de procedure bepaald in artikel 24, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving van toepassing op de aanvraag tot toelating tot subsidies van die inrichting, en wordt het gunstige advies van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bij de projectoproep gevoegd.

Uiterlijk op 15 mei, worden de antwoorden op de projectoproep door de administratie bevoegd voor de infrastructuur enerzijds en door de instanties die aan de monitoring voor het aanbod van schoolplaatsen deelnemen anderzijds, telkens in functie van hun eigen bevoegdheden, onderzocht.

De in het vorige lid bedoelde overheidsinstanties onderwerpen vervolgens hun analyse aan het advies van de karakteroverschrijdende commissie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De karakteroverschrijdende commissie brengt uiterlijk op 15 juni haar advies uit aan de Regering, samen met de analyse van de administratie belast met de infrastructuur en de analyse van de instanties die aan de monitoring voor het aanbod van schoolplaatsen deelnemen.

De Regering beslist uiterlijk op 30 juli over de toekenning van de subsidies.

Indien een inrichtende macht heeft geantwoord op de projectoproep in het kader van een aanvraag tot oprichting of tot toelating tot subsidies van een nieuwe onderwijsinrichting, zal de Regering zich voor 30 juli over die twee punten uitspreken.

Art. 34. In hetzelfde decreet wordt in artikel 213, een derde lid, luidend als volgt, toegevoegd:

“In afwijking van het vorige lid, bedraagt dat percentage 100 % voor de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel dat instaat voor de omkadering van de leerlingen die vallen onder de aangepaste pedagogieën zoals bedoeld in artikelen 8bis en 8ter van huidig decreet.

Voor de toepassing van het vorige lid mogen de aangepaste pedagogieën bepaald in artikelen 8bis en 8ter van huidig decreet slechts van 100 % van het lestijdenpakket genieten als de betrokken inrichtingen een lastenboek naleven dat de nodige bepalingen bevat voor de organisatie van voormelde pedagogieën. Dat lastenboek wordt bepaald door de Regering, na advies van de Algemene overlegraad voor gespecialiseerd onderwijs.”

HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

Art. 35. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 juli 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.

- Ontwerpdecreet, nr. 654-1.
 - Commissieamendement, nr. 654-2.
 - Commissie-verslag, nr. 654-3.
 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 654-4.
 - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 654-5.
- Integraal verslag.
- Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 juli 2018.